

PROGRAMME NATIONAL FSE+ EMPLOI - INCLUSION - JEUNESSE - COMPÉTENCES

APPEL À PROJETS ET CRITÈRES DE SÉLECTION

INTITULÉ ET CODE : Nouvelle-Aquitaine_CD17_AppeL à Projets interne_ 2024_P1_OSH_OSL (NAQUOI793)

RÉGION ADMINISTRATIVE : Nouvelle-Aquitaine

PÉRIMÈTRE GÉOGRAPHIQUE : Charente-Maritime

SERVICE GESTIONNAIRE : Conseil départemental de la Charente-Maritime - Service FSE

DATE DE LANCEMENT DE L'APPEL À PROJETS : 18/12/2023

PÉRIODE DE RÉALISATION POSSIBLE DE L'OPÉRATION : Du 01/01/2024 au 31/12/2025

DURÉE MAXIMUM DE L'OPÉRATION : 24 mois

MONTANT TOTAL DU SOUTIEN EUROPÉEN PRÉVU : 1 000 000 €

MONTANT MINIMUM FSE+/FTJ : 20 000 €

TAUX D'INTERVENTION FSE+/FTJ MAXIMUM : 90 %

MONTANT MINIMUM COÛT TOTAL ÉLIGIBLE : 30 000 €

DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES : 18/02/2024



DESCRIPTION ET CONTEXTE :

Par délibération de l'Assemblée départementale du 12 juillet 2022, le Département de la Charente-Maritime a décidé de gérer pour la période 2022 – 2027 une subvention globale de Fonds Social Européen Plus (FSE+) dans le cadre du Programme National. Cette subvention a pour objectif d'appuyer et de renforcer des actions d'insertion socio-professionnelle et sociale à destination des publics en insertion ainsi que des personnes exposées à la pauvreté y compris les enfants.

Le Département de la Charente-Maritime a déposé sa candidature en tant qu'organisme intermédiaire gestionnaire d'une enveloppe FSE+ pour la période 2022-2027 dans le cadre de la Priorité 1 du Programme national FSE+ 2021-2027 « Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ».

Par l'adoption du Programme Départemental d'Insertion 2020-2022, a été réaffirmée la volonté de favoriser l'accès à l'emploi du plus grand nombre de bénéficiaires du rSa.

Les services du Département de la Charente-Maritime portent eux même des actions éligibles au FSE+, soit en mobilisant directement des agents sur des missions entrant dans le cadre d'intervention du FSE+, soit en mobilisant sous la forme de marchés publics des prestations éligibles au FSE+.

Cet appel à projets s'adresse uniquement aux services du Département porteurs d'un projet entrant dans le cadre de la priorité 1 du Programme national FSE+ 2021-2027 « Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ».

Les services du Département, dans le cadre des différents Programmes Départementaux d'Insertion bénéficient depuis 2008 de l'appui du Fonds Social Européen. Ces fonds ont notamment permis de financer différentes actions d'insertion socioprofessionnelles en faveur de plusieurs milliers de bénéficiaires du rSa et notamment des postes de référents de parcours occupés par des agents du Département. On peut notamment aujourd'hui constater que ces actions portent leurs fruits et méritent d'être poursuivies.

Ainsi, 16 116 charentais-maritimes sont bénéficiaires de l'allocation de revenu de Solidarité active (rSa) au 31 juillet 2023. Cette population est en nette diminution ces deux dernières années (une baisse de 12,9% a été constatée depuis le 1er janvier 2021).

98,14 % des bénéficiaires ont été orientés vers un référent chargé de mettre en place un parcours d'accompagnement personnalisé. Ce taux d'orientation a progressé de 24 points en 4 ans. Le Département de la Charente-Maritime fait désormais partie du premier tiers des collectivités à afficher un taux au moins égal à 90%. Par ailleurs, le délai moyen d'orientation a diminué sur la même période de 52 jours pour s'établir à 38,26 jours, dans le respect du délai réglementaire fixé à 60 jours.



Parmi les 16 116 bénéficiaires, 8 460 (52,49%) relèvent d'une orientation vers Pôle Emploi. La part des personnes dont Pôle emploi est le référent unique est supérieure ou égale à 28 % pour trois collectivités sur quatre en France et à 52 % pour un quart d'entre elles. Avec un taux de 53%, le Département de la Charente-Maritime se situe 10 points au-dessus de la moyenne nationale.

Les bénéficiaires du rSa orientés vers le Département ou un organisme d'insertion sociale sont au nombre de 6 368 dont 4 091 bénéficiaires peuvent se prévaloir d'un contrat d'engagements réciproques en cours de validité, soit un taux de contractualisation de 64,24%. Ils étaient 3 384 (51,80%) en janvier 2019 sur un total de 6 533 bénéficiaires, soit une progression de plus de 12 points du taux de contractualisation en 4 ans.

Les actions à mettre en œuvre dans le cadre de l'insertion des bénéficiaires du rSa sont personnalisées suivant le profil et les besoins de chaque bénéficiaire, tant sur le contenu que sur le nombre. Elles peuvent notamment répondre à des objectifs d'insertion à visée professionnelle. Fin 2022, 29,27% des contrats des personnes orientées vers un organisme autre que Pôle emploi contiennent au moins une action visant à s'inscrire dans un parcours de recherche d'emploi (contre 21 % au plan national fin 2020).

Nos indicateurs de résultat démontrent une amélioration significative de la gestion du dispositif ces dernières années et notamment depuis le lancement du Service Public de l'Insertion pour l'Emploi (SPIE).

Suite à plusieurs années de phase d'expérimentation soutenue par le FSE, la généralisation de l'accompagnement global est une nouvelle étape :

L'accompagnement global constitue la quatrième modalité d'accompagnement de l'offre de service de Pôle emploi. C'est un dispositif qui conjugue les expertises de Pôle emploi et du Département et qui repose sur une prise en charge coordonnée des personnes afin d'accélérer le retour ou l'accès à l'emploi.

L'accompagnement proposé dans le cadre de ce dispositif est réalisé par un binôme de professionnels des deux institutions à savoir un référent d'insertion socio-professionnelle (RISP) pour le Département et un conseiller dédié pour Pôle emploi.

Le Département de la Charente-Maritime s'est engagé auprès de Pôle emploi pour contribuer à la mise en œuvre de ce dispositif, à travers la signature d'une convention de partenariat conclue en date du 25 septembre 2018 et renforcée depuis lors par voie d'avenants.

Cette offre est accessible à toute personne demandeur d'emploi confrontée à des difficultés d'ordre social et professionnel, prioritairement des bénéficiaires du rSa inscrits et orientés à Pôle Emploi.

L'accès à ce dispositif repose sur l'adhésion de la personne et sur un diagnostic partagé par le binôme. Les prestations, formations, mesures et aides de Pôle emploi sont mobilisables au même titre que l'offre de service du Département. Elle comprend les aides de droit commun (service départemental d'action sociale) et l'offre d'insertion inscrite dans le cadre du Programme Départemental d'Insertion.

Ce dispositif s'est considérablement renforcé ces dernières années en Charente-Maritime, pour atteindre la constitution de 9 binômes qui couvrent désormais l'intégralité du territoire. Chaque portefeuille a un objectif de suivi de 70 bénéficiaires en flux, ce qui représente un total de 800 entrées chaque année.

En 2022, ce sont 838 personnes qui ont été admises dans ce dispositif (464 au 30 juin 2023). L'ancienneté moyenne dans le dispositif est actuellement de 180 jours contre 214 au niveau de la Région Nouvelle Aquitaine. 782 sorties ont été enregistrées l'année dernière dont 57 pour un recrutement en CDI, 273 pour une embauche en CDD, 38 à la suite d'une création d'entreprise et 57 pour une entrée en formation. Ces données traduisent une dynamique emploi très forte en Charente-Maritime. Le délai de démarrage est très court, à peine 20 jours.

58,4% des personnes accompagnées sont bénéficiaires du rSa ce qui démontre la capacité du Département à organiser des suivis transverses de personnes indépendamment de leur statut.

Tout l'enjeu du SPIE est d'amener les partenaires institutionnels à agir en réseau et à transcender les silos administratifs. L'accompagnement global est l'illustration concrète de cette volonté commune d'y parvenir.

C'est la raison pour laquelle cet appel à projet est lancé. Il permet de couvrir les objectifs spécifiques H et L visant respectivement à Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés et à Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants.

Le montant total de l'enveloppe dédiée à cet appel à projets est de 1 000 000 €.

Cet appel à projets tient compte des lignes de partage conventionnées avec l'organisme intermédiaire pivot représentant les PLIE des Communautés d'agglomérations de Rochefort et de La Rochelle le 4 août 2022. Ainsi, seules les actions d'envergure départementales ou les actions locales se déroulant en dehors du périmètre géographique des agglomérations de La Rochelle et de Rochefort Océan sont éligibles.

2 autres appels à projets relatifs à l'insertion par l'activité économique sont également lancés par le Département.

CADRE D'INTERVENTION - PROFIL DE FINANCEMENT

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**



1.h Favoriser l'inclusion active afin de promouvoir l'égalité des chances, la non-discrimination et la participation active, et améliorer l'employabilité, en particulier pour les groupes défavorisés

• Contexte de l'objectif spécifique

La situation socio-économique en Charente-Maritime est actuellement la suivante : les bénéficiaires du rSa soumis à droits et devoirs représentent entre 16 116 personnes au 31 juillet 2023. Le taux de chômage sur le département est d'environ 6,6% contre 6,2 % en Nouvelle Aquitaine (données au 1er trimestre 2023) correspondant à une baisse d'0,5 point en une année. Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A est supérieur à 21 000 et le nombre de demandeurs d'emplois en catégories A,B,C est d'environ 49 000 (données à juin 2023).

La Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (rSa) et réformant les politiques d'insertion « a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires » par l'institution du rSa. Les Départements, en qualité de chefs de file de l'action sociale, sont en charge de la mise en œuvre de ce dispositif.

D'après l'article L263-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), le Programme Départemental d'Insertion (PDI) « définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins d'insertion et l'offre locale d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes ».

Les services du Département mettent en oeuvre ce Programme Départemental d'Insertion.

Le FSE+ peut intervenir en complément des financements publics « classiques ». Il permet la réalisation de projets d'une ampleur et d'une qualité dont la valeur ajoutée a pu être démontrée par le passé. Cet effet levier favorise la création des conditions de sortie des dispositifs d'accompagnement vers l'emploi, et du rSa.

De plus, le Département est signataire avec le Préfet de Charente-Maritime d'une convention relative au Plan pauvreté au titre d'une convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi. De plus, le Programme Départemental d'Insertion (PDI) reprend certaines des orientations de la Stratégie Nationale de Prévention et Lutte contre la Pauvreté (SNPLP). Ainsi, plusieurs orientations du PDI sont construites en référence aux objectifs fixés par le Plan Pauvreté :

- orienter rapidement vers un organisme accompagnateur,
- démarrer rapidement un parcours d'accompagnement,
- partager des informations entre les acteurs (situation initiale de l'allocataire et palette de l'offre d'accompagnement),

- renforcer le dispositif d'accompagnement global à travers la garantie d'activité.

Il a donc été constaté une nécessité de renforcer le système d'orientation des bénéficiaires du rSa ainsi que leur accompagnement lorsque celui-ci relève de la compétence du Département. Des actions pouvant répondre à ces enjeux sont donc notamment attendues.

• Objectifs

L'objectif premier est l'insertion socioprofessionnelle dans et par l'emploi. C'est la raison pour laquelle les services compétents du Conseil Départemental de Charente-Maritime sont appelés à soumettre leurs projets entrant dans ce cadre d'intervention.

• Actions visées

Sont éligibles à l'appel à projets :

I. Actions visant à permettre l'accompagnement renforcé vers l'emploi des personnes en recherche d'emploi ainsi que l'articulation de l'accompagnement professionnel et social, pouvant comprendre :

→ le repérage, l'orientation et l'accompagnement personnalisé et adapté vers l'emploi (hors actions de formation) : premier accueil, diagnostic social et professionnel, caractérisation des besoins,

définition du projet professionnel, actions de remobilisation, de valorisation des compétences (dont VAE), mise à l'emploi pendant le parcours, suivi durant le parcours notamment grâce à des

« référents de parcours », appui intensif, actions de préparation opérationnelle à l'emploi, etc.

→ la levée des freins : soutien et accompagnement dans les domaines de la mobilité, l'accueil/garde collective des jeunes enfants notamment aux horaires atypiques, l'accès aux droits, l'accès aux soins y compris psychologiques, et la prise en charge des addictions, accès au logement et maintien dans le logement, aide matérielle ou financière nécessaire à l'accès à l'emploi ; accompagnement dans l'aptitude à mener des démarches en ligne (insertion numérique). Dans le cadre d'un accompagnement ce soutien peut prendre la forme d'une prise en charge de frais et d'aides financières ponctuelles (hors allocations et hors loyer).

→ la coordination des acteurs dans l'accompagnement des personnes suivies, l'animation territoriale, l'ingénierie de projets et de parcours, ainsi que le suivi des parcours, y compris par le

développement, le déploiement, la mise en réseau et la mise à jour technologique de systèmes d'information.

II. Actions visant à impliquer les entreprises dans une démarche inclusive, sous la forme de conseils ou appui aux services de ressources humaines ou d'accompagnement par les partenaires sociaux,

ces actions peuvent notamment concerner les thématiques suivantes :

- évolution des pratiques de recrutement à travers notamment la médiation vers l'emploi ;
- appui à l'émergence des pratiques (équilibre vie professionnelle/vie privée, emploi de personnes handicapées, etc), leur capitalisation et leur essaimage;
- développement des aspects sociaux et des achats responsables dans la commande publique et la commande privée (dont clauses sociales) ;
- lutte contre les discriminations ;
- coordination de la relation aux employeurs.

III. Actions favorisant l'insertion professionnelle, l'insertion sociale par l'emploi et le maintien dans l'emploi des personnes en situation de handicap et des personnes souffrant d'une maladie

de longue durée, notamment l'appui aux entreprises adaptées, à la fluidité des parcours, l'accompagnement dans l'emploi des personnes handicapées, l'appui aux entreprises et la coopération

des acteurs.

- **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Services du Conseil Départemental de Charente-Maritime.

- **Public cible**

Les personnes en recherche d'emploi qu'elles soient ou non inscrites auprès du service public de l'emploi, y compris les personnes en activité réduite subie, présentant une ou plusieurs des caractéristiques suivantes notamment :

- les femmes, les jeunes, les séniors, les personnes handicapées ou souffrant d'une affection de longue durée,
- les demandeurs d'emploi de longue durée ;
- Les travailleurs indépendants souhaitant retrouver un emploi salarié ;
- Les personnes inactives ;
- Les bénéficiaires de minimas sociaux (cette condition pourrait être vérifiée après l'entrée dans l'opération dès lors que l'accompagnement mis en place permet cette ouverture de droits);

- Les ressortissants de pays tiers ;
- Les personnes placées sous-main de justice ;
- les personnes vivant dans des zones urbaines ou rurales prioritaires.

o Les salariés en insertion des structures d'insertion par l'activité économique et des entreprises adaptées et des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ).

- **Profils de plan de financement**

Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

- **Autre**

Les opérations présentées à cet appel à projets doivent tenir compte des lignes de partage avec le Programme régional FSE+ de la Région Nouvelle-Aquitaine. Le FSE+ national pourra financer des actions d'accompagnement qui se situent en amont du positionnement de la formation, par exemple sur le repérage des publics en situation d'illettrisme afin de les accompagner vers des parcours de formation proposés par la Région. Dans le cadre des parcours d'inclusion sociale, des actions visant à lever les freins à l'accès à la formation, et des accompagnements de remise à niveau pour les personnes ne disposant pas des prérequis nécessaires au suivi d'une formation pourront être mis en œuvre : ateliers sociolinguistiques, accompagnement aux usages numériques pour l'accès aux droits et aux démarches d'insertion.

- **Priorité d'investissement**

1 Favoriser l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus

- **Objectif spécifique**

1.1 Promouvoir l'intégration sociale des personnes exposées au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale, y compris les personnes les plus démunies et les enfants

- **Contexte de l'objectif spécifique**

Selon les données de l'Insee, en 2020 en Charente-Maritime, 12.2% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté (un taux qui reste néanmoins légèrement inférieur à celui de la Nouvelle-Aquitaine – 13.3% et de la France métropolitaine - 14.4%), avec de fortes disparités territoriales. Les territoires situés au nord du Département (CA La Rochelle, CC Ile de Ré, CC Aunis Atlantique, CC Aunis Sud) sont moins touchés avec des taux de pauvreté figurant parmi les plus faibles (entre 8% et 9%). A l'inverse, les territoires marqués par la ruralité (CC Vals de Saintonge, CC Haute Saintonge) affichent un taux de pauvreté parmi les plus élevés (16%).

Le revenu médian annuel en Charente-Maritime s'élève à 22 080 euros soit 1840 euros mensuels. De plus, selon l'Insee, 22.6% des moins de 30 ans en Nouvelle-Aquitaine sont pauvres, un taux plus élevé que celui de la Charente-Maritime où 20.7% des moins de 30 ans sont concernés. De plus, parmi les 308 952 ménages recensés sur le territoire, 115 497 d'entre eux vivent seuls soit 37% de la population.

28 113 sont par ailleurs des familles monoparentales (facteur de fragilité) soit 8.5% des familles. Il convient enfin de souligner que la pauvreté reste plus prononcée dans les communes urbaines ou les plus rurales (source Insee, 2019).

En tant que chef de file des solidarités, la lutte contre la pauvreté est une des priorités du Département.

Notamment, la prévention et la lutte contre l'exclusion et la pauvreté infantile représentent un enjeu majeur au sein du programme et en lien avec la garantie européenne pour l'enfance.

On constate également que parmi les bénéficiaires du rSa, le public est majoritairement féminin. A l'échelle du département, on compte 51.54% de femmes et 48.46% d'hommes. A l'échelle des délégations territoriales, la tendance reste la même (la part des bénéficiaires de l'allocation est plus importante chez les femmes que chez les hommes) dans des proportions néanmoins légèrement différentes. Cette tendance se confirme également au niveau national avec 54% de femmes bénéficiaires du rSa contre 46% d'hommes.

La Loi n° 2008-1249 du 1er décembre 2008 généralisant le Revenu de Solidarité Active (rSa) et réformant les politiques d'insertion « a pour objet d'assurer à ses bénéficiaires des moyens convenables d'existence, afin de lutter contre la pauvreté, encourager l'exercice ou le retour à une activité professionnelle et aider à l'insertion sociale des bénéficiaires » par l'institution du rSa. Les Départements, en qualité de chefs de file de l'action sociale, sont en charge de la mise en œuvre de ce dispositif.

D'après l'article L263-1 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF), le Programme Départemental d'Insertion (PDI) « définit la politique départementale d'accompagnement social et professionnel, recense les besoins d'insertion et l'offre locale d'insertion et planifie les actions d'insertion correspondantes ».

Les services du Département mettent en œuvre des actions de lutte contre la pauvreté et favorisant l'insertion sociale.

Les allocataires du RSA rencontrent notamment souvent un cumul de difficultés sociales (logement, surendettement, santé, problèmes familiaux, de comportement, mobilité...).

Ces personnes nécessitent, dans leurs démarches de la vie quotidienne et d'insertion sociale, un soutien renforcé, un appui spécifique qui passe par un accompagnement individuel et personnalisé.

• Objectifs

La mobilisation de cet OS L vise à permettre la mise en œuvre d'actions déconnectées d'un objectif immédiat d'accès à l'emploi, il s'adresse tout particulièrement à des publics trop éloignés de l'emploi ou non concernés par l'emploi, nécessitant une remobilisation sociale préalable.

• Actions visées

I. Actions visant à lutter contre la pauvreté et favoriser l'insertion sociale des individus :

Actions visant à mieux connaître et mieux lutter contre les facteurs d'exclusion :

→ ingénierie, études et innovation sociale en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion (actions collectives, « aller vers », développement du pouvoir d'agir des personnes, etc.) ;

→ expérimentation de nouvelles modalités d'accompagnement;

→ formation, professionnalisation et mise en réseau des travailleurs du champ social ou médico-social : ces actions visent à permettre le déploiement de nouvelles modalités d'accompagnement, l'échange de bonnes pratiques et l'évolution des pratiques professionnelles ;

→ coordination des acteurs, animation territoriale et ingénierie de projets.

Actions d'accompagnement des personnes à risque ou en situation de pauvreté et/ou exclues, accompagnement pluridisciplinaire pouvant comprendre un ou des élément(s) suivant(s) :

Grande précarité

→ actions ciblées d'aller-vers (ex. maraudes) et soutien au réseau des accueils de jour (ex. orientation sociale) ;

→ aides matérielles : fourniture de biens de première nécessité dans le cadre d'un accompagnement ou de l'accueil.

Remobilisation

→ actions des réseaux d'entraide, de remobilisation et de socialisation, notamment par les activités culturelles, associatives, sportives, de loisirs et les vacances collectives ;

→ aides à la mobilité pour les déplacements quotidiens.

Accès aux droits et aux services

- accès aux soins, prévention et information sur les questions de santé dans le cadre d'un accompagnement et/ou de l'accueil ;
- accès à la justice, lorsque cet accès permet de résoudre une situation en lien avec la pauvreté, l'exclusion ou la discrimination ;
- accès aux prestations sociales et lutte contre le non-recours ;
- apprentissage de l'utilisation des services administratifs numériques et appui à l'accès aux services administratifs numériques.

II. Actions visant à soutenir le développement des enfants à risque ou en situation d'exclusion :

- accompagnement des enfants vers l'intégration sociale via des activités de type culturel, sportif et /ou de loisirs ;
- éducation et information à la santé ;
- formation des professionnels de l'enfance ;
- accès à l'éducation pouvant intégrer la fourniture de matériels.

III. Actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement :

- accompagnement pluridisciplinaire vers et dans le logement (hors investissement), y compris pour les ménages logés dans les logements temporaires, pour favoriser l'accès à un logement pérenne.

IV. Actions visant à prévenir et à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales, y compris en ligne :

- prise en charge et mise à l'abri des victimes ;
- soutien, notamment via de la formation, des services sociaux de protection ou de prise en charge des victimes ;
- appui aux campagnes de sensibilisation et prévention.

• **Catégorie des candidats éligibles à l'objectif spécifique**

Les services du Département de la Charente-Maritime.

• Public cible

Personnes exposées à la pauvreté ou à des difficultés persistantes d'insertion, dont :

- bénéficiaires de minimas sociaux ;
- mineurs et jeunes majeurs de l'ASE (dont MNA), jeunes majeurs sortis des dispositifs ASE ;
- ressortissants de pays tiers y compris ceux sous statut de protection ;
- personnes issues des communautés marginalisées et des gens du voyage ;
- personnes sous main de justice ;
- personnes sans domicile fixe ;
- foyers monoparentaux.

Actions visant les enfants : enfants concernés par une situation d'exclusion dont ceux :

- vivant dans des contextes informels ;
- sans abri ;
- relevant des dispositifs ASE y compris MNA ;
- bénéficiant d'une prise en charge alternative (protection de remplacement) ;
- ayant des besoins spécifiques (handicap...) ;
- en situation ou à risque de pauvreté.

Actions visant à soutenir l'accès et le maintien dans le logement, personnes :

- sans logement ;
- mal logées (habitat insalubre) ou en risque de perte de logement ;
- prioritaires au titre du DALO.

Actions visant à lutter contre les violences sexuelles, sexistes ou intrafamiliales :

- victimes de violences, en particulier les femmes et les enfants.

• Profils de plan de financement

Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes

Taux forfaitaire de 7% des dépenses de personnel, de fonctionnement, de prestations et de participants (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

Taux forfaitaire de 15% des dépenses de personnel (au réel) pour calculer les dépenses indirectes

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION COMMUNES AUX PROJETS FSE+/FTJ

• Textes de référence

Règlement UE 2021/1057 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 instituant le Fonds social européen plus (FSE+) et abrogeant le règlement UE n°1296/2013

Règlement UE 2021/1060 du Parlement et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au FEDER, au FSE+, au Fonds de cohésion, au FTJ et au FEAMP, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds [...]

Décret no 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027.

• Architecture et gestion - lignes de partage

Présentation du FSE+

Le Fonds Social Européen Plus (FSE+) est l'un des fonds de la politique européenne de cohésion économique, sociale et territoriale. Pour la période 2021-2027, il intègre en un seul instrument l'ancien Fonds social européen, l'Initiative pour l'emploi des jeunes, le Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) et le Programme de l'UE pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI).

Cette politique vise à appuyer la mise en œuvre du Socle européen des droits sociaux, adopté en 2017 lors du Sommet européen de Göteborg, dont le plan d'action a été présenté par la Commission européenne le 4 mars 2021. Celui-ci propose de fixer trois grands objectifs à atteindre d'ici 2030 :

1. Au moins 78 % des personnes âgées de 20 à 64 ans devraient avoir un emploi ;
2. Au moins 60 % des adultes devraient participer à des activités de formation chaque année ;
3. Le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale devrait diminuer d'au moins 15 millions.

L'objectif du FSE+ en France, doté d'un montant de 6,7 milliards d'euros, est de promouvoir l'emploi par le biais d'interventions actives permettant l'intégration et la réintégration sur le marché du travail, notamment des jeunes, en particulier par la mise en œuvre de la garantie renforcée pour la jeunesse, des chômeurs de longue durée, des groupes désavantagés sur le marché du travail et des personnes inactives. Il soutient également l'emploi indépendant et l'économie sociale.

En outre, le FSE+ soutient et complète les politiques des États membres visant à garantir l'égalité d'accès à l'éducation, à la formation et au marché du travail, des conditions de travail équitables et de qualité et l'inclusion sociale. Le FSE+ apporte une valeur ajoutée à ces politiques en mettant l'

accent sur une éducation et une formation inclusives et de qualité, l'apprentissage tout au long de la vie, l'anticipation des mutations économiques et l'adaptation aux compétences des salariés, notamment liées aux transitions écologiques et numériques, l'accompagnement des entreprises et des acteurs locaux, la lutte contre toutes formes d'exclusion en luttant contre la pauvreté et en garantissant l'accès aux droits, au logement et aux services, la protection de l'enfance, l'accès aux services de base et à l'alimentation.

Le FSE+ est **géré à travers des programmes de sept ans**, documents cadres composés d'un ensemble de priorités et objectifs spécifiques dans lesquels sont identifiés les types d'actions que le FSE+ prévoit de cofinancer en cohérence avec les défis identifiés et la stratégie fixée par chacun des programmes. Pour la période 2021-2027, la mise en œuvre du FSE+ en France sera partagée entre :

- Les conseils régionaux, autorités de gestion des programmes régionaux « FEDER-FSE+ », notamment pour des actions d'aide à la création d'entreprise, d'appui à l'économie sociale et solidaire, d'orientation tout au long de la vie et de formation des demandeurs d'emploi ;
- L'Etat dans le cadre d'une part du programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences » dont une partie de l'enveloppe est déléguée à des organismes intermédiaires (conseils départementaux, PLIE, métropoles...) pour des actions d'inclusion, et d'autre part du programme national FSE+ « Soutien européen à l'aide alimentaire ».

Le programme national FSE+ « Emploi, inclusion, jeunesse et compétences »

En France sur 2021-2027, le Programme national FSE+ se décompose en 7 priorités :

- La priorité 1, en faveur de l'insertion professionnelle et l'inclusion sociale des personnes les plus éloignées du marché du travail et des plus vulnérables/ou des exclus ;
- La priorité 2, pour l'insertion professionnelle des jeunes et l'appui à la réussite éducative ;
- La priorité 3, visant à l'amélioration des compétences et des systèmes d'éducation, de formation professionnelle et d'orientation pour mieux anticiper et accompagner les mutations économiques ;
- La priorité 4, pour la promotion d'un marché du travail inclusif et d'un environnement de travail adapté et sain ;
- La priorité 5, pour l'aide matérielle aux plus démunis ;
- La priorité 6, en faveur de l'innovation sociale et l'essaimage de dispositifs innovants ;
- La priorité 7 en réponse aux défis spécifiques des territoires d'outre-mer.

Il est mis en œuvre par la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP) pour le volet national et par les Directions (régionales) de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DEETS/ DREETS/DRIEETS), et leurs organismes intermédiaires, pour le volet déconcentré.

Le programme national Fonds de transition juste « Emploi et compétences »

Le Fonds pour une transition juste (FTJ) est un nouvel instrument financier qui relève de la politique de cohésion et vise à soutenir les territoires confrontés à de graves difficultés socio-économiques résultant de la transition vers la neutralité climatique. Il facilitera la mise en œuvre du Pacte vert pour l'Europe, dont l'objectif est de rendre l'Union climatiquement neutre d'ici à 2050.

L'objectif d'ensemble du programme national FTJ consiste à soutenir les initiatives de développement durable (reconversions de sites, adaptation des modes de production, appui à des secteurs alternatifs...) et la reconversion sociale des salariés et ex-salariés des installations du secteur

secondaire mises en déclin par le changement de modèle productif lié à la transition énergétique. Ce programme a vocation à réduire l'impact social de la transition vers une économie neutre en carbone dans les territoires les plus émetteurs de CO2 d'origine industrielle, en cohérence avec les objectifs et les stratégies territoriales définies dans le cadre des plans de transition juste (PTJ), définis conjointement par l'Etat et les Régions dans chacune des régions éligibles.

Conformément à l'objectif de concentration territoriale, les territoires éligibles aux financements FTJ sont identifiés au niveau NUTS III (départements) sur la base de taux d'émission de gaz à effet de serre du secteur industriel et au poids de l'emploi industriel du territoire. Les territoires éligibles correspondent à des zones départementales et infra-départementales de 6 régions métropolitaines :

- Le territoire Normandie – Axe Seine et Bresle ;
- Les départements du Nord et du Pas-de-Calais ;
- Des territoires des départements de Moselle, Meurthe-et-Moselle et Haut-Rhin ;
- Le territoire du Pacte de Cordemais en Pays-de-la-Loire ;
- Des territoires des départements du Rhône et de l'Isère ;
- Le département des Bouches-du-Rhône.

Les PTJ peuvent cibler de façon plus précise au sein des départements éligibles des territoires cibles pour tout ou partie des mesures envisagées.

L'intervention des fonds FTJ est conditionnée par les orientations stratégiques et les objectifs définis pour chaque territoire dans le cadre des plans territoriaux de transition juste.

Le programme FTJ comporte une priorité unique. Il est mis en œuvre par les Directions régionales de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) pour le volet déconcentré dans les régions concernées.

Cadre d'intervention des programmes nationaux FSE+ et FTJ

Dans le cadre des programmes nationaux FSE+ et FTJ, il appartient à chaque autorité de gestion déléguée et à chaque organisme intermédiaire de définir ses propres appels à projets en cohérence avec les règlements européens et les orientations de chaque programme. Ces appels à projets tiennent compte des lignes de partage, définies dans l'Accord de Partenariat et dans les accords locaux, avec les programmes et les fonds suivants :

- Les programmes régionaux contenant du FSE+ ;
- Le programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS) ;
- Le Fonds européen de développement régional (FEDER) ;
- Le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER) ;
- Le Fonds Asile, Migration et Intégration (FAMI) ;
- Le Fonds Européen pour les Affaires Maritimes, la Pêche et l'Aquaculture (FEAMPA).

La sélection des projets s'appuie sur une analyse particulière du rapport coûts/avantages d'un apport du FSE+ ou du FTJ, en tenant compte de la logique « projet » et de l'effet levier du FSE+ ainsi que du caractère original et transférable du projet.

Le FSE+ et le FTJ n'accordent pas d'aides ou d'offres d'emploi directement aux individus mais finance des projets portés par des personnes morales au niveau local ou national.

Le FSE+ et le FTJ n'interviennent jamais seul pour soutenir un projet, mais toujours en cofinancement d'autres financeurs publics et/ou privés (Etat, collectivités locales, entreprises, etc.). Ce principe se traduit par l'obligation pour les porteurs de projet de trouver au préalable des financements auprès de leurs partenaires ou sur leurs fonds propres.

- **Critères communs de sélection des opérations**

Aux termes de l'article 9 du règlement (UE) 2021/1060 sur les principes horizontaux :

1. Les États membres et la Commission veillent au respect des droits fondamentaux et à la conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne lors de la mise en œuvre des Fonds.
2. Les États membres et la Commission veillent à ce que l'égalité entre les hommes et les femmes, l'intégration des questions d'égalité entre les hommes et les femmes et l'intégration de la dimension de genre soient prises en compte et favorisées tout au long de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet.
3. Les États membres et la Commission prennent les mesures appropriées pour prévenir toute discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale ou ethnique, la religion ou les convictions, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle lors de l'élaboration, de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que lors de l'établissement de rapports à leur sujet. En particulier, l'accessibilité pour les personnes handicapées est prise en compte tout au long de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes.
4. Les objectifs des Fonds sont poursuivis conformément à l'objectif consistant à promouvoir le développement durable énoncé à l'article 11 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, compte tenu des objectifs de développement durable des Nations unies, de l'accord de Paris et du principe consistant à «ne pas causer de préjudice important».

Les objectifs des Fonds sont poursuivis dans le plein respect de l'acquis de l'Union dans le domaine de l'environnement.

Aux termes de l'article 63 du règlement (UE) 2021/1060 sur l'éligibilité :

1. L'éligibilité d'une dépense est déterminée sur la base des règles nationales, sauf si des dispositions spécifiques sont arrêtées dans le présent règlement ou les règlements spécifiques aux Fonds ou sur la base de ceux-ci.
2. Une dépense est éligible à une contribution des Fonds si elle a été engagée par un bénéficiaire ou le partenaire privé d'une opération PPP et versée au cours de l'exécution des opérations, entre la date à laquelle le programme a été soumis à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029. Pour les coûts remboursés au titre de l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et f), les actions constituant la base du remboursement sont accomplies entre la date de soumission du programme à la Commission ou à compter du 1er janvier 2021, si cette date est antérieure à la première, et le 31 décembre 2029.
3. [...] Pour le FSE+, les dépenses liées aux opérations peuvent être attribuées à n'importe laquelle des catégories de région du programme, à condition que l'opération contribue à la réalisation des objectifs spécifiques du programme.

Pour le FTJ, les dépenses liées aux opérations contribuent à la mise en œuvre du plan territorial de transition juste concerné.

4. Tout ou partie d'une opération peut être mis en œuvre en dehors d'un État membre, y compris en dehors de l'Union, pour autant que l'action contribue à la réalisation des objectifs du programme.
5. Pour les subventions prenant les formes définies à l'article 53, paragraphe 1, points b), c) et d), les dépenses qui sont éligibles à une contribution des Fonds sont égales aux montants calculés conformément à l'article 53, paragraphe 3.
6. Une opération n'est pas retenue pour bénéficier du soutien des Fonds si elle a été matériellement achevée ou totalement mise en œuvre avant que la demande de financement au titre du programme ne soit soumise, indépendamment du fait que tous les paiements s'y rapportant aient ou non été effectués. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux dépenses liées à la compensation des surcoûts dans les régions ultrapériphériques dans le cadre du FEAMPA au titre de l'article 24 du règlement FEAMP ni au soutien octroyé au titre du financement supplémentaire pour les régions ultrapériphériques conformément à l'article 110, paragraphe 1, point e), du présent règlement.
7. Une dépense qui devient éligible du fait d'une modification d'un programme est éligible à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
[...]
8. Lorsqu'un nouveau programme est approuvé, les dépenses sont éligibles à compter de la date de présentation de la demande correspondante à la Commission.
9. Une opération peut bénéficier du soutien d'un ou de plusieurs Fonds ou d'un ou de plusieurs programmes et d'autres instruments de l'Union. Dans de tels cas, les dépenses déclarées dans une demande de paiement destinée à l'un des Fonds ne sont pas déclarées dans les cas suivants:
 - a. soutien d'un autre Fonds ou instrument de l'Union;
 - b. soutien du même Fonds au titre d'un autre programme.

Le montant des dépenses à mentionner sur une demande de paiement destinée à un Fonds peut être calculé pour chaque Fonds et pour le ou les programmes concernés au prorata, conformément au document définissant les conditions du soutien.

Aux termes de l'article 73 du règlement (UE) 2021/1060 sur la sélection des opérations par l'autorité de gestion :

1. Pour la sélection des opérations, l'autorité de gestion établit et applique des critères et procédures qui sont non discriminatoires et transparents, assurent l'accessibilité pour les personnes handicapées, l'égalité entre les femmes et les hommes et tiennent compte de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, du principe de développement durable et de la politique de l'Union dans le domaine de l'environnement, conformément à l'article 11 et à l'article 191, paragraphe 1, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.
Les critères et procédures garantissent que les opérations à sélectionner sont hiérarchisées afin d'optimiser la contribution des fonds de l'Union à la réalisation des objectifs du programme.
2. Lors de la sélection des opérations, l'autorité de gestion:
 - a. veille à ce que les opérations sélectionnées soient conformes au programme, et concordent notamment avec les stratégies qui sous-tendent le programme, et à ce qu'elles contribuent efficacement à la réalisation des objectifs spécifiques du programme;

- b. veille à ce que les opérations sélectionnées qui relèvent du champ d'application d'une condition favorisante soient conformes aux stratégies et documents de planification correspondants établis en vue du respect de ladite condition favorisante;
- c. veille à ce que les opérations sélectionnées présentent le meilleur rapport entre le montant du soutien, les activités menées et la réalisation des objectifs;
- [...]
- f. vérifie, lorsque les opérations ont commencé avant la présentation d'une demande de financement à l'autorité de gestion, que le droit applicable a été respecté;
- g. s'assure que les opérations sélectionnées entrent dans le champ d'application du Fonds concerné et sont attribuées à un type d'intervention;
- [...]

Aux termes de l'article 16§4 du règlement FSE+ 2021/1057, les dépenses de personnel doivent correspondre à la rémunération habituellement versée pour la catégorie de fonction concernée. Une demande de justification pourra être faite sur la base du salaire antérieur, ou du salaire d'autres postes équivalents dans la structure non financés FSE.

Les associations et fondations qui sollicitent une subvention publique s'engagent à souscrire un contrat d'engagement républicain conformément au décret n°2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations. Par la souscription de ce contrat d'engagement républicain, les associations et fondations s'engagent à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République, ne pas mettre en cause la laïcité au sein de la République et s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public pour tout dépôt d'une demande de subvention ; elles en informent leurs membres par tout moyen. A ce titre, les porteurs de projets devront accompagner leurs demandes de subvention d'une attestation de contrat d'engagement républicain.

RÈGLES D'ÉLIGIBILITÉ ET DE SÉLECTION SPÉCIFIQUES DE L'APPEL À PROJETS

Cadre

- Phase de dépôt des projets / demande de financement FSE+ :

Tous les projets doivent être saisis et transmis sur le portail dématérialisé « Ma démarche FSE+ » (<https://ma-demarche-fse-plus.fr>) au cours de la période d'ouverture de l'appel à projets. Un accusé de réception automatique est généré et transmis au porteur de projet lors de l'envoi du dossier. Il atteste de sa date de dépôt et de sa transmission au service gestionnaire. Aucun dossier envoyé par voie postale ne sera accepté.

Les projets présentés ne doivent pas être achevés au moment du dépôt de la demande.



- Phase d'analyse de la recevabilité et instruction des demandes :

A l'issue de la période d'ouverture de l'appel à projets et donc de dépôt des projets, le service FSE+ du Département examine la recevabilité de chaque demande de financement déposée sur la base des pièces jointes à la demande et nécessaires à son instruction.

En suivant, les demandes font l'objet d'une instruction par le service qui analyse alors les différents points d'éligibilité et de faisabilité.

Les projets sont évalués également en se basant sur :

- les critères communs de sélection du programme national FSE+ indiqués ci-dessus ;
- des critères spécifiques détaillés ci-après.

- Phase de sélection des projets :

Après examen, les dossiers sont hiérarchisés en sélectionnés par la Direction des Finances du Département sur la base des critères communs du Programme National ainsi que des critères de priorisation et spécifiques prévus dans l'Appel à projet, dans la limite de l'enveloppe dédiée à cet Appel à projet.

- Phase de programmation des opérations :

Les dossiers sont ensuite présentés en Commission Permanente du Conseil départemental qui est le comité de programmation. Les opérations ayant reçu un avis favorable seront conventionnées.

- Phase de conventionnement de l'opération :

Une convention bilatérale éditée par Ma démarche FSE+ est signée entre le Département et le porteur de projet retenu selon les modalités qui viennent d'être présentées ci-dessus.

- Phase de réalisation de l'opération :

Durant la réalisation de l'opération, le porteur de projet est invité à veiller au respect des différentes obligations inhérentes au financement FSE+ (rappelées dans la convention), notamment celles relatives aux mesures de publicité, de collecte des informations sur les participants le cas échéant, ou encore de conservation des justificatifs qui seront nécessaires à l'établissement des bilans de l'opération.

- Phase de l'élaboration des bilans et de contrôle de l'opération :

Six mois maximum après la fin de la période de réalisation de l'opération, un bilan final de l'opération devra être déposé dans MDFSE+ par le porteur afin de justifier en particulier des actions menées durant l'opération, des dépenses effectuées, des ressources perçues dans le cadre de ce projet. Ces bilans feront alors l'objet d'un contrôle de service fait consistant en l'analyse précise des actions réalisées, de l'éligibilité des dépenses engagées et acquittées dans le cadre de l'opération, de l'éligibilité des participants le cas échéant, et de leur conformité avec la réglementation européenne applicable (cf. Rubrique sur les règles d'éligibilité).

- Phase de paiement du solde :

Une fois le contrôle de service fait achevé, le versement de la subvention octroyée dans le cadre du FSE+ peut intervenir (versement de l'acompte après bilan intermédiaire le cas échéant, et du solde après le bilan final, en prenant en considération le montant de l'éventuelle avance sollicitée par le porteur).

- **Critères spécifiques de sélection des opérations**

Les critères spécifiques de sélection sont les suivants :

- Expérience du porteur de projet dans le domaine et/ou sur les fonds européens ;
- Effet levier sur l'emploi (pour l'OS H uniquement) ;

- Pour l'OS H uniquement : cohérence avec le Programme Départemental d'Insertion ;

- **Règles particulières d'éligibilité et de justification des dépenses**

Les projets ne doivent pas être achevés au moment de la demande et peuvent s'étendre sur un minimum de 6 mois et un maximum de 24 mois.

Les montants minimum de 20 000€ de FSE+ et de 30 000 € de coût total éligible s'entendent par opération.

Le taux d'intervention FSE sera d'un minimum de 20% du coût total éligible de l'opération et d'un maximum de 90 %.

Pour les opérations de moins de 200 000 € une OCS est obligatoire selon le principe suivant : « Chaque dépense valorisée dans le plan de financement doit être couverte par une OCS, et seules

les dépenses servant d'assiette de calcul aux taux forfaitaires peuvent être valorisées au réel (Cette obligation ne concerne pas les projets dont le régime d'aide d'Etat est « aides de minimis »).

Profils de plan de financement :

En fonction des projets présentés, ceux-ci se verront attribuer des profils de plan de financement différents :

- Pour les projets mis en place par les personnels de la structure porteuse : Forfait de 15% sur les dépenses directes de personnel pour calculer les dépenses indirectes.
- Pour les projets de plus de 200 000€ mis en place exclusivement par voie de prestation : profil « Opération entièrement mise en œuvre via des prestations externes »
- Pour les projets de moins de 200 000€ mis en place par voie de prestation : Forfait de 7% sur les dépenses directes pour calculer les dépenses indirectes.

• Autre

Aucune avance ne sera attribuée.

Les renseignements peuvent être obtenus auprès de la Direction des Affaires Financières du Département : tony.bernard@charente-maritime.fr. 05 46 31 75 15.

OBLIGATIONS DES BÉNÉFICIAIRES

• Publicité et information

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Référence : Article 50 du Règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021

1. Les bénéficiaires et les organismes mettant en œuvre les instruments financiers font mention du soutien octroyé par les Fonds à l'opération, y compris des ressources réutilisées conformément à l'article 62 :

- a) en fournissant sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l'opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l'Union ;
- b) en apposant de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l'Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération qui sont destinés au public ou aux participants ;

- c) en apposant des plaques ou des panneaux d'affichage permanents bien visibles du public, présentant l'emblème de l'Union conformément aux caractéristiques techniques figurant à l'annexe IX, dès que la réalisation physique d'opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne :
- i. Les opérations soutenues par le FEDER ou le Fonds de cohésion dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR ;
 - ii. les opérations soutenues par le FSE+, le FTJ, le FEAMPA, le FAMI, le FSI ou l'IGFV dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR ;
- d) en apposant, en un lieu bien visible du public, pour les opérations ne relevant pas du point c), au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l'opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds ; lorsque le bénéficiaire est une personne physique, il veille, dans la mesure du possible, à ce que des informations appropriées soient disponibles, qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds, en un lieu visible du public ou au moyen d'un affichage électronique ;
- e) pour les opérations d'importance stratégique et les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, en organisant une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l'autorité de gestion responsable.

• Respect des obligations de collecte et de suivi des données des participants et entités

[Non applicable au Programme FSE+ de financement de l'aide alimentaire (DGCS)]

Le règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 contient des dispositions en matière de suivi des participants aux actions cofinancées par le Fonds social européen et le Fonds de Transition Juste. Dans le but de mesurer les progrès réalisés, la Commission européenne souhaite que des données fiables soient disponibles en continu afin de pouvoir les agréger au niveau français et européen.

Les porteurs de projets devront obligatoirement recueillir des données relatives à chaque participant au fil de l'eau (coordonnées, données d'entrée et de sortie de l'opération concernant notamment la situation sur le marché du travail).

Le renseignement de ces données est intégré au système d'information « Ma Démarche FSE+ » pour permettre le suivi des informations relatives aux participants dès leur entrée dans l'action. Les porteurs de projets doivent commencer à renseigner le système d'information dès la recevabilité administrative de leur demande de financement et tout au long de leur opération.

Les données relatives aux sorties des participants (annexe I du règlement UE n°2021/1057 du Parlement européen et du conseil du 24 juin 2021 relatif au FSE) **sont obligatoirement renseignées à la sortie du participant de l'action. Ces données doivent être collectées entre le moment où la personne quitte l'action (date de la sortie) et la quatrième semaine qui suit l'évènement.**

Toutes les données d'entrée et de sortie des participants doivent être saisies de manière exhaustive dans le système d'information Ma Démarche FSE+ avant le dépôt du bilan final.

Pour les opérations sans participants, seuls des indicateurs relatifs aux entités sont à renseigner.

- **Suivi des indicateurs**

[Consulter l'annexe de suivi des indicateurs](#)

